

À la recherche de la vérité

Hans Blix évoque avec Christiane Amanpour (CNN) le désarmement de l'Iraq

Bonnie Azab Powell

Un an après l'invasion de l'Iraq par les États-Unis, initialement qualifiée de frappe préventive contre un fou prêt à déployer des armes de destruction massive (ADM), l'homme chargé de trouver ces armes a déclaré que le gouvernement américain avait « le même état d'esprit que les chasseurs de sorcières, recherchant des preuves pour étayer une conviction acquise d'avance ».

« En environ 700 inspections, nous n'avons jamais trouvé d'armes de destruction massive », a déclaré Hans Blix, diplomate suédois tiré de sa retraite par l'ONU pour faire office d'inspecteur en chef des armements de 2000 à 2003 ; de 1981 à 1997, il a dirigé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). « Nous sommes allés sur des sites [en Iraq] signalés par les services de renseignement ; dans trois cas seulement, nous avons trouvé quelque chose » : une planque de documents nucléaires, quelques propulseurs Vulcan et plusieurs ogives vides d'armes chimiques. Blix dit avoir déclaré au Conseil de sécurité que pour savoir si ces objets étaient la « partie émergée de l'iceberg » ou simplement des restes d'un iceberg fatal détruit, il fallait effectuer d'autres inspections. Son travail, cependant, fut interrompu en mars 2003, lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni prirent le désarmement en mains.

Blix a accusé le Président George W. Bush et le Premier ministre Tony Blair d'avoir agi non par mauvaise foi, mais par manque total de « réflexion critique ». Les États-Unis et la Grande-Bretagne n'ont pas examiné d'un oeil critique leurs sources de renseignements primaires – des transfuges iraqiens favorables à un changement de régime –, a-t-il avancé. Avant la guerre, Saddam Hussein et les Iraquiens



Hans Blix dialogue avec Christiane Amanpour, correspondant de guerre senior, dans le cadre de la Conférence sur les médias en guerre organisée le 17 mars 2004 à l'Université de Californie (Berkeley).

coopéraient avec les inspecteurs de l'ONU ; en février 2003, ils avaient communiqué à l'équipe de Blix le nom de centaines de chercheurs, dont Saddam prétendait qu'ils avaient participé à la destruction des armes interdites. Si l'on avait laissé les inspections se poursuivre, a ajouté Blix, on aurait aujourd'hui en Iraq une situation très différente. En fait, l'action préventive et unilatérale des américains « n'a fait qu'alimenter le terrorisme là et ailleurs ».

Dans un nouveau livre intitulé *Désarmer l'Iraq*, Blix décrit les événements qui ont précédé la guerre. Pendant cette période, il a été vilipendé à la fois par

les colombes et par les faucons – parce qu'il ne disait pas explicitement que l'Iraq n'avait pas d'ADM, et parce qu'il ne les trouvait pas. Comme il l'a expliqué, le problème résidait en partie dans le fait qu'il pensait lui-même que ces armes existaient probablement. « Je ne suis pas ici pour penser instinctivement », dit-il. « Mais oui, en décembre 2002, je pensais que Saddam possédait des armes de destruction massive ». Or, « l'objectif était d'inspecter efficacement et de rendre compte objectivement ».

Ce dont il faut se souvenir, a dit Blix à plusieurs reprises, c'est que Saddam coopérait avec les inspecteurs, malgré les difficultés que cela créait pour le dirigeant. « Personne n'aime les inspecteurs : ni les inspecteurs des impôts, ni les inspecteurs sanitaires, ni aucun autre », a dit Blix en plaisantant. Non seulement Saddam devait accepter que ses palais soient fouillés, mais il éprouvait aussi la crainte légitime que les inspecteurs ne transmettent leurs découvertes d'armes conventionnelles à des services de renseignement étrangers, désignant ainsi des cibles faciles.



MM. ElBaradei, Hans Blix et Al Saadi (Iraq) répondent aux questions des journalistes (Vienne, octobre 2002).



Des inspecteurs de l'ONU s'apprentent à reprendre les inspections en Iraq (18 novembre 2002).



Des inspecteurs se préparent, en Iraq, à une nouvelle journée d'inspection (janvier 2003).

Blix s'attacha à rassurer les Iraquiens sur ses intentions. « Les inspecteurs ne doivent pas se mêler de renseignement », insistait-il. « L'information doit être en sens unique : les services indiquent aux inspecteurs où aller, mais doivent comprendre qu'il n'y a pas de contrepartie ».

Christiane Amanpour a rappelé comment la crédibilité de Blix en tant qu'inspecteur avait été mise en doute par Dick Cheney, notamment pour n'avoir pas, en tant que chef de l'Agence, détecté le programme d'armement nucléaire iraquien, découvert seulement après la guerre du Golfe de 1991. Blix a assumé cet échec et précisé que le système d'inspections avait, depuis, été considérablement renforcé.

« Des inspections cosmétiques sont pires que l'absence d'inspection, car elles peuvent donner aux gens un faux sentiment de sécurité », a-t-il admis. Jusqu'en 1991, a-t-il expliqué, l'AIEA a pratiqué une forme d'inspection douce, conçue dans les années 70 pour vérifier que des pays tels que l'Allemagne – et non des pays totalitaires tentant de fabriquer des armes en secret – respectaient bien le régime de non-prolifération. Suite à son échec de 1991 en Iraq, l'Agence a systématiquement réformé ses protocoles, qui ont été officiellement adoptés en 1997.

La principale difficulté dans la recherche d'armes de destruction massive en Iraq, a déclaré Blix, était qu'il fallait prouver quelque chose de négatif. Par exemple, comment prouver qu'il n'y a pas une balle de tennis dans cette pièce ? Ou qu'il n'y a pas de bacille de charbon en Iraq ? Les États-Unis et le Royaume-Uni voulaient des réponses noir sur blanc ; ils n'ont reçu, au lieu de cela, que « des rapports ne contenant que des nuances de gris ».

Ce dont avaient besoin ses inspecteurs, c'était de temps, a-t-il souligné. L'administration Bush aurait dû limiter ses préparatifs militaires à quelque 50 000 hommes, point auquel les Iraquiens étaient devenus bien plus coopératifs, remettant à l'équipe de Blix une liste de chercheurs et de fonctionnaires.

« Avec du temps », a-t-il dit à Amanpour, « nous aurions pu interroger les personnes qui ont détruit des armes de destruction massive après 1991 ».

Amanpour a demandé pourquoi, si ces armes avaient été détruites, Saddam continuait de faire croire au monde qu'il les possédait toujours au risque de perdre son pays ? Blix a supposé que le bluff était un moyen de dissuasion bon marché et efficace. « [Les iraqiens] se moquaient d'éveiller les soupçons de leurs voisins – c'était comme afficher sur la porte un panneau indiquant « Attention au chien » lorsque vous n'avez pas de chien », a-t-il spéculé.

L'administration Bush, par contre, a continué d'accumuler ses troupes, formant une présence menaçante. « Maintenant que 250 000 soldats campaient dans le désert, cela créait une dynamique que rien ne pouvait arrêter », a précisé Blix.

Pressé par Amanpour d'analyser l'origine de cette dynamique – pourquoi, en effet, l'invasion de l'Iraq par les États-Unis semblait-elle, a posteriori, tellement décidée à l'avance ? – Blix répondit qu'elle l'avait été en partie car, malgré l'absence de preuves, l'administration Bush continuait de croire à la présence d'ADM. Même s'il impute une partie de la faute au renseignement américain – le Pentagone s'est trop appuyé sur sa propre « filière » au détriment des renseignements mieux maîtrisés de la CIA et du Département d'État, comme l'a amplement démontré Seymour Hersh dans le *New Yorker* –, le véritable problème, affirme-t-il, a été l'absence de « réflexion critique ».

« À l'université, lorsque vous rédigez une thèse, vous êtes confronté à un enseignant et devez défendre votre point de vue. Au tribunal, le procureur procède à un contre-interrogatoire », a dit Blix. Dans le domaine du renseignement, par contre, du fait de la confidentialité des données, il est difficile de trouver un avocat du diable. L'administration Bush, dit-il, n'a pas essayé. « Ils ont supprimé [dans les rapports] les points d'interrogation et les ont remplacés par des points d'exclamation ! »



M. ElBaradei discutant avec MM. Blix et Annan, le 5 février 2003 à New York, en marge de la réunion du Conseil de sécurité.



Réunion d'information du Conseil de sécurité sur l'avancement des inspections en Iraq (14 février 2003, New York).



Le Secrétaire d'État américain, Colin Powell, MM. ElBaradei et Blix informant le Conseil de sécurité sur la coopération avec l'Iraq (7 mars 2003, New York).

Selon Blix, même si les inspections avaient pu se poursuivre, il aurait peut-être quand-même fallu intervenir militairement en Iraq. « Je ne suis pas un pacifiste », a-t-il ajouté. En tant qu'avocat et diplomate, cependant, il estime que c'était au Conseil de sécurité de faire respecter ses propres résolutions concernant l'Iraq, non à un ou deux membres du Conseil agissant seuls. Si l'Iraq s'était opposé à de nouvelles inspections ou si l'on avait découvert un nouveau programme d'armement nucléaire – domaine dans lequel, selon Blix, les sanctions et les inspections ont été le plus efficaces –, la Russie et la Chine auraient probablement voté pour l'action militaire, lui conférant une légitimité internationale.

Blix a estimé que ce qui avait réellement poussé l'administration Bush à envahir l'Iraq, c'étaient les attentats terroristes du 11 septembre 2001. « Les États-Unis ont été attaqués sur leur propre sol. J'étais là ; ce fut comme un tremblement de terre », a-t-il ajouté. « C'était comme si l'Afghanistan ne suffisait pas ».

Amanpour a demandé à Blix de commenter une déclaration d'Ahmed Chalabi, transfuge iraquien qui, avec d'autres sources, a fourni nombre de faux renseignements concernant les ADM. « Nous avons été des héros dans l'erreur. Saddam n'est plus là, les Américains sont à Bagdad, et c'est tout ce qui compte », avait déclaré Chalabi. Blix qualifia cette déclaration de cynique, mais admit qu'il avait été troublé par l'idée que s'il avait été autorisé à poursuivre ses inspections, Saddam serait probablement toujours au pouvoir.

Comment traiter avec les tyrans et les États faillis ? Tel est le principal défi auquel le monde est confronté, a dit Blix, faisant écho à de nombreux autres diplomates et penseurs éminents invités par l'École de journalisme ces derniers mois. Il a affirmé qu'il s'était produit, dans le monde, une rupture qui ferait qu'on ne tolérerait plus de génocides tels ceux qui avaient été perpétrés au Kosovo ou au Rwanda. Grâce en partie aux médias, qui avaient rapproché les citoyens de la planète, il a estimé que de tels actes ne seraient plus considérés

comme étant protégés par la souveraineté nationale, et que les interventions humanitaires deviendraient plus fréquentes.

Lors d'une conférence de presse tenue juste avant l'entretien organisé avec Amanpour, Blix avait élaboré sur ce thème, citant la nécessité d'utiliser « la carotte et le bâton ». Ironiquement, l'homme dont le nom est associé à la crainte de l'annihilation nucléaire, biologique ou chimique dit avoir d'autres préoccupations.

« On fait beaucoup de battage », a-t-il dit, « autour du fait que la prolifération des armes de destruction massive est la plus grande menace qui pèse sur l'existence, comme l'a dit, je crois, Tony Blair. Selon moi, cependant, l'écart Nord-Sud [entre les pays industrialisés et ceux en développement], le fait que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim et la détérioration de l'environnement mondial sont une menace au moins aussi importante. Personnellement, je suis davantage préoccupé par le réchauffement planétaire que par les ADM ».

Copyright UC Regents 2004, avec la gracieuse permission de l'UC Berkeley News Center (bap@pa.urel.berkeley.edu).

L'École de journalisme et le Centre des droits de l'homme de l'Université ont organisé, pendant trois jours, la conférence « Médias en guerre » afin d'encourager l'examen des problèmes que les journalistes des États-Unis, d'Europe et du Moyen-Orient ont rencontré lorsqu'ils ont couvert la guerre d'Iraq durant l'année écoulée, et de soulever les questions qu'ils devraient avoir à l'esprit lorsqu'ils rendent compte de l'occupation actuelle, des procès internationaux à venir pour crimes de guerre, et le retour prévu du pays à la souveraineté. Pour une diffusion complète de l'entretien, consulter le site : webcast.berkeley.edu/events/details.html?event_id=132